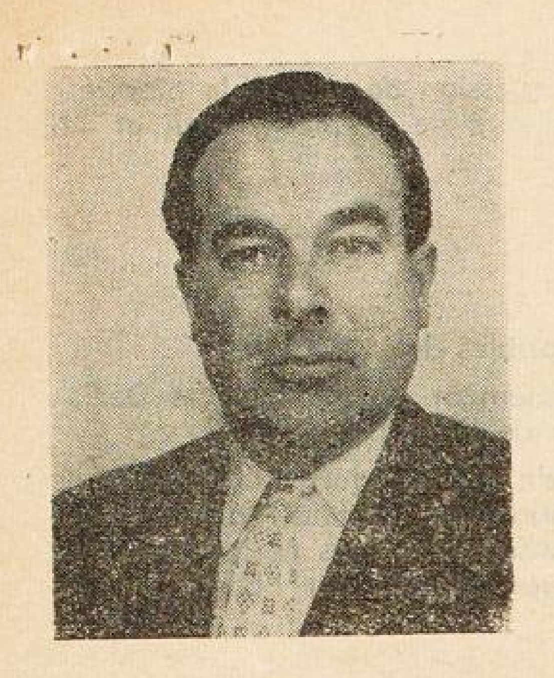


REPUBLIQUE FRANÇAISE

Département d'Indre-et-Loire

DEUXIEME CIRCONSCRIPTION

Elections Législatives des 23 et 30 Novembre 1958

André PRECIGOUX

Exploitant agricole à Saint-Ouen-les-Vignes

CANDIDAT DU

RENOUVEAU NATIONAL ET D'UNION SOCIALE

Suppléant : **Raymond PICHON**

Cultivateur à Neuvy-le-Roi

ELECTEURS, ELECTRICES,

C'est à la demande de nombreux amis paysans, artisans et commerçants, que je présente ma candidature dans l'arrondissement de TOURS-NORD aux élections législatives.

Ceux qui me connaissent savent que je n'ai pas attendu cette occasion pour défendre activement toutes les catégories de travailleurs indépendants contre les empiètements de l'Etat ou des trusts, contre la persécution d'une administration bureaucratique, contre les abus d'une fiscalité rendue intolérable par la gabegie des politiciens de toute étiquette.

Avant de solliciter vos suffrages, j'ai su payer de ma personne.

L'importance du scrutin actuel, au lendemain d'un référendum qui a entraîné des changements profonds dans les institutions du pays, n'échappe à aucun d'entre vous.

Depuis des années, vous aviez compris : **le Système menait le pays à la ruine.** Depuis des années, vous souhaitiez que « ça change ».

Le mouvement du 13 mai, qui a porté le Général de Gaulle au pouvoir, doit être le début d'une ère nouvelle.

Pour cela, un changement d'institutions ne suffit pas. Si les mêmes hommes reviennent, il n'y aura **rien de changé.** Si les mêmes partis continuent à se partager le pouvoir en se contentant d'utiliser de nouveaux hommes de paille, il n'y aura rien de changé non plus et la V[e] République tombera beaucoup plus vite et beaucoup plus bas que la IV[e].

De la désillusion, les Français iront au désespoir, et le désespoir les mènera aux plus dangereuses aventures.

Il ne faut pas compter sur un nouveau miracle. Si vous voulez éviter la faillite, dont la menace n'est pas écartée, il faut que vous choisissiez, pour vous représenter, **DES HOMMES NOUVEAUX QUI SOIENT DES HOMMES LIBRES !**

Ne m'étant jamais occupé de politique que pour défendre des points de vue professionnels et sociaux, je vous demande de m'envoyer au Parlement pour me permettre de lutter plus efficacement dans le même sens.

La politique que le Système nous a imposée salit les hommes et fausse les problèmes. Le Système qui nous a fait tant de mal ne sera vraiment abattu que quand les solutions des problèmes économiques et sociaux ne dépendront plus uniquement des fantaisies de politiciens incompétents ou de raisonnements abstraits de hauts fonctionnaires sortis de Polytechnique.

Cela est possible par une **organisation professionnelle** de l'économie et une **décentralisation politique et administrative** permettant à chaque citoyen de donner un avis valable dans tous les domaines où il exerce son activité et de contrôler efficacement l'activité de ses élus.

Il s'agit là de réformes qui ne se feront pas du jour au lendemain.

De nombreux problèmes graves se poseront dans l'immédiat ; compte tenu des circonstances, je m'engage, pour ma part, si je suis élu, à les résoudre dans le cadre du programme suivant :

ETAT - INSTITUTIONS :

— Etat arbitre qui n'intervient directement dans aucun des domaines propres aux communautés naturelles plus proches de l'homme : familles, communes, départements ou régions, entreprises, organisations professionnelles à leurs divers échelons.

— L'Etat est un mauvais patron ; rejet de toute nouvelle nationalisation et remise en ordre du secteur de l'activité privée de l'Etat toujours déficitaire : Transports, E. D. F., Gaz de France, Houillères, Industries nationalisées.

— Lutte contre la prolifération des fonctionnaires grâce à la décentralisation et la remise en ordre du secteur nationalisé : moins de fonctionnaires, mieux payés mais responsables de leurs actes.

Communauté française :

— Intégration de l'Algérie à la Métropole tout en respectant les particularités légitimes des diverses communautés.

— Défense des intérêts des contribuables métropolitains vis-à-vis des chantages éventuels des politiciens des autres pays de la Communauté.

Politique Extérieure et Défense Nationale :

— Défense de l'Occident contre l'impérialisme du bloc soviétique, sans concession aux intérêts particuliers de nos alliés quand ils ne correspondront pas à l'intérêt général.

Finances :

— Politique d'économies féroces pour supprimer le déficit budgétaire sans augmentation des impôts.

— Suppression progressive de la plupart des subventions qui faussent l'économie.

— Réforme fiscale tendant à une fiscalité plus simple et plus équitable fondée sur le principe de l'imposition à la base (énergie et matières premières).

LOGEMENT - EQUIPEMENT :

— Politique de décentralisation et de déconcentration industrielle.

— Restauration de l'équilibre Ville-Campagne.

— Politique de crédits pour l'accession de tous à la propriété familiale, sans les inconvénients de la promiscuité et les surprises de la co-propriété.

Politique Sociale :

— Défense des droits imprescriptibles de la Famille.

— Liberté effective de l'enseignement prévue dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

— Réforme de la Sécurité Sociale par transfert d'une partie de l'administration aux communautés professionnelles, pour éviter gaspillage et bureaucratie. Avantages égaux pour tous les citoyens quant aux risques garantis par l'Etat.

Paysannerie :

— Egalité de traitement entre l'Agriculture et l'Industrie (prix, taxes douanières, législation sociale, importations de choc, taxes de résorption, de stockage, de statistique, de garantie mutuelle).

— Défense de l'exploitation familiale, indispensable à l'équilibre social.

— Recherche d'activités complémentaires pour maintenir à la terre les petits exploitants.

— Indépendance complète du Crédit Agricole et de la Mutualité Agricole vis-à-vis de l'Etat.

— Développement de l'enseignement technique sous le contrôle des organisations professionnelles.

Petites et Moyennes Entreprises Commerce et Artisanat :

— Suppression du dirigisme étatique qui pousse à la centralisation et à la concentration de toute l'activité nationale entre quelques mains.

— Réforme fiscale déjà prévue et amnistie fiscale.

— Réforme du secteur nationalisé déjà prévue.

Armée et Anciens Combattants :

— Respect des droits des Anciens Combattants.

— Elargissement de la mission de l'Armée, notamment pour la formation morale et professionnelle des jeunes.

Pour le retour à l'ordre réel...
...contre les idéologies et les abstractions ;
Pour la restauration des communautés naturelles...
... contre :
— les forces occultes,
— les coalitions immorales,
— la toute-puissance du capital anonyme et vagabond ;
Pour le respect des valeurs morales et spirituelles...
... contre un matérialisme avilissant ;
Pour un peu de bon sens et de propreté...

André PRECIGOUX

IMP. TÉREYGEOL, 1[?] R. DU N.-CALVAIRE - TOURS